



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 321

19 février 2010



Bougeons!

Lancement de la Marche mondiale des femmes 2010

À compter de mars 2010, la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes et ses alliés marcheront dans les rues du Québec en portant des revendications pour combattre la pauvreté et la violence vécues par trop de femmes. En effet, la Marche mondiale des femmes, pour la troisième fois de son histoire, invite les femmes du monde entier à l'action entre le 8 mars et le 17 octobre 2010 sous la bannière « **Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche!** »

Une courte marche suivie d'une action surprise se tiendra à Montréal à l'occasion du lancement national **le 7 mars**. Rendez-vous à 13 h au Square Phillips, métro McGill (à l'angle des rues Ste-Catherine et Union). Toutes et tous sont invités.

Plusieurs actions et activités sont prévues dans toutes les régions du Québec autour du 8 mars. Communiquez avec la Table régionale des groupes de femmes de votre région pour plus d'informations (www.reseautablesfemmes.qc.ca).

En 2010, ça va marcher!



Huguette Latulippe/Promotion inc.
Illustration: Geneviève Guénette

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

Grande manif le 1^{er} avril

Le 17 janvier, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a été officiellement lancée lors d'une conférence de presse. La Coalition, qui compte aujourd'hui près d'une soixantaine d'organisations membres, communautaires, syndicales, étudiantes, féministes et populaires, dont le Collectif, a comme objectifs de s'opposer aux hausses de tarifs de l'électricité résidentielle et des services publics et de proposer un financement adéquat des services publics et des programmes sociaux. Elle a déjà attiré l'attention en tenant un comité d'accueil lors de la Rencontre économique du gouvernement Charest, le 20 janvier dernier à Lévis, et continue à le faire par la campagne FAX-ture, qui met de l'avant de nombreuses mesures socialement plus justes afin de renflouer les coffres de l'État québécois.

La richesse est ici!

Le 1er avril prochain, la Coalition organise une manifestation nationale, dans les rues de

Montréal, afin de rappeler au gouvernement qu'il est possible d'aller chercher l'argent là où il se trouve. Ces sommes permettraient à l'État de financer adéquatement les services publics et les programmes sociaux tout en évitant des hausses de tarifs désastreuses pour les plus pauvres. Elles pourraient aussi être investies dans une lutte à la pauvreté et aux inégalités qui profiterait à l'ensemble de la société québécoise. Bref, de quoi bien financer le prochain plan d'action gouvernemental de lutte à la pauvreté et à l'exclusion qui devrait être déposé en avril.

En plus de la grande marche montréalaise, plusieurs groupes tiendront des actions en région afin de démontrer que les orientations budgétaires mises de l'avant par le ministre des Finances, Raymond Bachand, et son gouvernement sont loin de faire l'affaire de la population québécoise. Des affiches, des tracts, un argumentaire, un site web et d'autres informations seront disponibles dans les prochaines semaines. Restez à l'affût!



Ça bouge dans l'équipe du Collectif

Un poste s'ouvre

Ian Renaud-Lauzé quitte ses fonctions d'animateur, analyste et porte-parole du Collectif. En effet, il a accepté un poste de conseiller à la recherche et au développement à la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ). Ian a joué plusieurs rôles au Collectif, des communications à l'animation politique en passant par le Projet AVEC. Le Collectif tient à le remercier pour tous les services qu'il a rendus depuis cinq ans et lui souhaite la meilleure des chances dans son nouvel emploi. Évidemment, Ian occupait une place importante au sein de l'équipe et son départ crée un vide qu'il faut combler. Voilà pourquoi un **appel de candidatures pour un poste d'analyste politique et porte-parole se trouve en page 3** de cette Soupe. Soyez nombreuxSES à répondre!

En vue du prochain plan d'action gouvernemental

Des initiatives autochtones

Dans le cadre des consultations en vue du prochain plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le gouvernement du Québec a rencontré des représentantEs de différentes organisations autochtones afin de discuter de ce problème chez les Premiers Peuples. Les organisations représentant les Inuit, les Cris, les Premières Nations non conventionnées (voir l'encadré), les Autochtones vivant hors communauté ainsi que les femmes autochtones ont été invitées à prendre part au Rendez-vous de la solidarité, volet national, le 15 juin dernier. Des fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ont également rencontré les représentants de ces organisations, individuellement, afin de connaître leurs besoins.

Consulter en parallèle

Étant donné la faible participation des communautés et de leurs membres aux consultations régionales cet automne, la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) a décidé d'organiser sa propre consultation auprès des communautés des Premières Nations non conventionnées. Son objectif est de réunir les intervenantEs communautaires et des personnes en situation de pauvreté, issuEs de chacune des communautés, afin de discuter du problème et des actions à prendre pour y remédier. La Commission souhaite que cette consultation serve à orienter ses actions et

Conventionnées ou pas?

En 1975, les Cris et les Inuit ont signé la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. En 1978, les Naskapis se sont ajoutés aux peuples signataires avec la Convention du Nord-Est québécois. Ces trois nations ont « cédé leurs droits sur le territoire » en retour de compensations financières. Conséquemment, elles ont inscrit leurs structures politiques et administratives dans le modèle québécois. Aujourd'hui, leurs communautés ont un statut de municipalités, par opposition aux communautés non conventionnées qui ont encore un statut de « réserves ». Les Premières Nations non conventionnées, au nombre de huit, sont sous la responsabilité « exclusive » du gouvernement fédéral.

ses démarches auprès des gouvernements et qu'ultimement, le gouvernement fédéral assume ses responsabilités en s'investissant activement dans la lutte contre la pauvreté chez les Premières Nations au Québec.

Un forum à venir

Si tout va comme prévu, les Premières Nations organiseront un forum sur la lutte contre la pauvreté AVEC des personnes qui la vivent à l'été 2010. La Commission espère que les travaux qui découleront de cette « consultation communautaire » permettront d'approfondir et de compléter le profil socioéconomique des communautés, qui a été entamé lors du 1^{er} Forum socioéconomique des Premières Nations, tenu à Mashteuiatsh en octobre 2006. Ces travaux ne seront pas limités à la prise en compte des besoins sur le terrain; ils viseront aussi à outiller les communautés pour qu'elles se dotent de stratégies locales pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en mobilisant l'ensemble de leurs membres.

Des idées pour combattre la pauvreté

En somme, l'exercice vise à trouver des solutions et des stratégies pour s'attaquer à la crise du logement et au sous-financement chronique des programmes d'éducation, des services de santé et des services sociaux. Cette initiative devrait également permettre à la Commission de contribuer au développement de nouveaux organismes sur le terrain.

Patrick Bacon

Agent de projet — lutte contre la pauvreté
Bureau de développement social des Premières Nations du Québec (BDSPNQ)



L'Arbre des dollars solidaires

Un nouvel enracinement

L'Arbre des dollars solidaires, une œuvre sociale conçue et réalisée par Johanne Chagnon, continue à se dresser fièrement afin de rendre compte que 10 000 personnes ont posé un geste afin d'obtenir un changement pour un Québec sans pauvreté. L'Arbre vient de prendre racine une nouvelle fois et ce jusqu'au 8 mars, grâce à l'initiative du Comité régional Saguenay-Lac-Saint-Jean pour un Québec sans pauvreté et à la participation d'enfants du quartier Saint-Paul de Chicoutimi, du Carrefour communautaire Saint-Paul et de membres d'Accès Condition Vie d'Alma. Pour en savoir davantage sur cette œuvre mêlant espoir, égalité et militance en constante évolution, visitez le www.engrenage.ca/blog/archives/2987.

Appel de candidatures

Analyste politique et porte-parole

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté est un regroupement d'organismes nationaux et de collectifs régionaux qui agit AVEC les personnes en situation de pauvreté en vue de jeter les bases permanentes d'un Québec sans pauvreté et riche de tout son monde. Il est à la recherche d'une personne organisée, fiable et expérimentée pour remplir la fonction d'analyste politique et de porte-parole. La fonction suppose l'ouverture d'esprit et l'aisance nécessaires pour côtoyer en toute égalité à la fois des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale et des groupes pluriels, d'horizons très variés.

Les fonctions

- Produire différents documents d'analyse politique et de communication.
- Exercer une vigilance proactive sur l'évolution des politiques et programmes en lien avec la lutte à la pauvreté au Québec.
- Susciter et animer les stratégies d'action politique, en lien avec les membres du Collectif.
- Représenter le Collectif auprès des instances politiques, des médias et du public en général. Cette fonction de porte-parole est partagée entre deux membres salariés de l'équipe et une personne en situation de pauvreté.
- Assurer la concertation avec différentes initiatives dont les objectifs convergent avec ceux du Collectif.
- Assumer l'organisation de divers événements et activités.

Les compétences recherchées

- Expérience en animation sociale et en représentation citoyenne.
- Expérience de la vie démocratique des mouvements citoyens et habileté à exercer un leadership partagé et proactif.
- Excellente compréhension de la pauvreté et des enjeux qui lui sont liés.
- Expérience pertinente en analyse des politiques, des programmes et des conjonctures.
- Connaissance des réseaux actifs pour le changement social au Québec.
- Excellente maîtrise du français écrit et oral.
- Une connaissance d'usage de l'anglais est souhaitable.

Conditions de travail

- Poste permanent à temps plein avec un horaire flexible pouvant, à l'occasion, impliquer soirs et fins de semaine.
- Salaire : 19,36 \$/heure en plus d'une assurance collective.
- Entrée en fonction le 26 avril 2010.
- Le poste est à Québec avec de fréquents déplacements à l'extérieur.

Sélection

Les personnes intéressées sont invitées à s'informer sur le travail du Collectif en consultant son site au www.pauvrete.qc.ca. Elles doivent envoyer un curriculum vitae accompagné d'une lettre dans laquelle elles expliquent comment elles voient leur contribution à l'action du Collectif, comment elles peuvent assumer les fonctions mentionnées et en quoi leurs acquis les préparent à le faire. La date limite pour la réception des candidatures est le 2 avril 2010 à 12 h. Elles doivent être acheminées par courriel au : collectif@pauvrete.qc.ca avec la mention suivante : Appel de candidatures : Analyste politique 2010.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca